

Changement de cap en Argentine

Dario Rodríguez

Number 783, March–April 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81016ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Rodríguez, D. (2016). Changement de cap en Argentine. *Relations*, (783), 10–11.

ÉNERGIES FOSSILES

Libérons-nous !

Du 7 au 15 mai prochain, une nouvelle coalition internationale coordonnera une semaine d'action et de mobilisation planétaire intitulée « Libérons-nous des énergies fossiles » pour accélérer une transition énergétique équitable pour tous. Des actions visant à bloquer « les projets de combustibles fossiles les plus dangereux et les plus inutiles de la planète » seront tenues dans plusieurs pays simultanément, ainsi que des mobilisations soutenant « les solutions climatiques les plus ambitieuses », peut-on lire sur le site Web de la coalition. Renseignements : <fr.breakfree2016.org>.

Un remède aux coupures

La campagne « Un remède aux coupures, ça existe ! », lancée par la Coalition solidarité santé, en faveur d'une assurance médicaments entièrement publique au Québec, est toujours en cours. Alors que le gouvernement du Québec coupe dans les services publics pour réduire ses dépenses, la coalition rappelle qu'en réformant le régime actuel (de type public-privé), le Québec pourrait économiser entre 1 et 3 milliards de dollars annuellement sur le coût des médicaments. En effet, notamment en raison de la place accordée au privé dans le régime, les médicaments d'ordonnance coûtent 30 % plus cher au Québec et au Canada que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Le site Web de la campagne permet d'envoyer une lettre directement à son député pour qu'il interpelle le gouvernement Couillard à cet égard. L'objectif est de recueillir 10 000 appuis : <remedeauxcoupures.cssante.com>.

CHANGEMENT DE CAP EN ARGENTINE

L'élection d'un président de droite s'inscrit dans ce qui semble être le début d'une tendance régionale.

Dario Rodríguez

L'auteur, enseignant à Sciences Po Poitiers et à l'Institut d'études politiques de Paris, est un chercheur franco-argentin

La victoire de l'homme d'affaires et ex-maire de Buenos Aires Mauricio Macri aux élections présidentielles argentines du mois de novembre 2015 a attiré énormément d'attention, et ce, pour deux raisons : cette élection revêt d'une part un caractère inattendu, et, d'autre part, elle suppose une transformation dans le paysage politique de l'Argentine, deuxième puissance économique de la région. C'est la première fois dans l'histoire démocratique du pays qu'un candidat de centre-droite, qui n'est pas issu d'un des deux principaux partis – le parti péroniste et le parti radical –, arrive au pouvoir par la voie légitime des urnes et non par un coup d'État. Si cela suppose que la démocratie argentine a avancé dans sa nécessaire consolidation institutionnelle, l'arrivée à la présidence de Macri génère une incertitude vis-à-vis d'un possible virage à droite par rapport à l'orientation générale donnée, au cours de la dernière décennie, aux politiques macroéconomiques dans le pays, mais également dans

le sous-continent. Politiques qui ont, rappelons-le, entraîné un fait inédit : parvenir à des taux élevés de croissance de manière relativement soutenue durant plus d'une décennie.

Il est impossible de ne pas penser le processus électoral argentin dans un cadre régional. Plusieurs signes semblent confirmer la thèse d'une « fin d'un cycle progressiste », qui se répand dans l'atmosphère politique latino-américaine. Mentionnons entre autres la défaite du parti chaviste de Nicolas Maduro aux élections législatives au Venezuela, en décembre dernier ; les crises répétées que connaissent les gouvernements de Michelle Bachelet, au Chili, et de Dilma Rousseff, au Brésil ; et la place privilégiée qu'occupe aujourd'hui au Pérou la nouvelle version du fujimorisme incarnée par la fille de l'ex-président Alberto Fujimori, à surveiller lors des élections présidentielles d'avril 2016. S'il est difficile d'anticiper face à une réalité qui a historiquement toujours été déconcertante, il est néanmoins possible de confirmer qu'en Argentine, le cycle kirchnériste, entamé en 2003 avec l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner, a rendu son dernier souffle. Comment l'expliquer ?

Les Kirchner (d'abord Néstor, de 2003 à 2007, puis sa femme, Cristina, de 2007 à 2015) ont dirigé le pays sans interruption pendant 12 années, au cours desquelles ils ont surmonté des crises politiques de grande ampleur. Ce fut le cas notamment de la renégociation de la dette souveraine, en 2003 (et ses répercussions depuis 2014), ou encore du rude affrontement avec le puissant secteur agro-industriel, en 2008. Malgré ces crises,



Ligue des
droits et libertés

50 ans d'action

Pour une société où
l'intégralité des droits
humains sera reconnue

www.liguedesdroits.ca



Le nouveau président argentin Mauricio Macri a tôt fait d'annoncer ses couleurs économiques libérales, notamment lors du Forum économique de Davos, en janvier dernier.
Photo: PC/Laurent Gillieron

le kirchnérisme – incarnant un péronisme de centre-gauche – est parvenu à survivre et à renaître, malgré la mort soudaine de son fondateur, Néstor Kirchner, en 2010. À différents moments, on a pronostiqué sa fin inéluctable en tant qu'expérience de pouvoir, mais jusqu'en novembre dernier, il a toujours su reprendre le contrôle, en gagnant du capital politique et en s'assurant la maîtrise du pouvoir exécutif.

Mais le processus électoral de 2015, amorcé en août, s'annonçait différent alors que Cristina de Kirchner, après avoir effectué deux mandats à la tête du pays, ne pouvait plus présenter sa candidature. Face au défi de survivre à son incarnation dans la figure de ses leaders, le kirchnérisme a fait un faux pas. Alors que le processus électoral permettait à la population de choisir les candidats à la présidentielle des différents partis – à travers des primaires ouvertes obligatoires, en août –, Cristina de Kirchner a choisi d'imposer le candidat de son choix de manière unilatérale, suscitant rejet et résignation.

Ainsi, dans un contexte moins favorable sur le plan international, où diffé-

rents problèmes historiques de gestion macroéconomique (forte inflation, type de change, prix relatifs, contrôle des devises, etc.) ont été mis en évidence et où le leadership présidentiel s'est radicalisé dans une posture unilatéraliste, une fenêtre de possibilité favorable à l'apparition d'autres options politiques s'est donc ouverte. Dans ce cadre, Mauricio Macri a réussi à tirer profit de la situation. Premièrement, grâce à ses alliances avec d'autres grands partis, il est parvenu à donner une envergure nationale à sa force politique et à adoucir son profil de candidat de la droite économique. Deuxièmement, pendant la campagne électorale, il a mobilisé un discours centré sur les préoccupations quotidiennes de la population, en se montrant réceptif aux demandes populaires et en usant d'un message inclusif envers l'ensemble des citoyens.

Malgré cette image adoucie et malgré le fait que l'opposition contrôle toujours le Congrès, les trois premiers mois de gestion de Mauricio Macri laissent peu de place à l'optimisme. L'émergence d'un leadership peu attaché à l'institutionnalité républi-

POUR LA PAIX

Prix du public 2016

Suzanne Loisel, qui a été directrice de l'Entraide missionnaire (EMI) pendant près de 30 ans avant de prendre sa retraite l'an dernier, a remporté le Prix du public pour la paix 2016 dans la catégorie « Artisane et militante sociale de solidarité, justice et paix ». Outre son engagement au sein de l'EMI, elle a tissé des liens de solidarité avec un large réseau d'organismes de coopération internationale, notamment en Haïti, et fait partie des membres fondateurs du Collectif Échec à la guerre, entre autres. Le Prix du public pour la paix a été décerné à six personnes cette année, soulignant leur contribution à des initiatives de paix, de justice et de réconciliation, tant sur le plan local qu'international. Renseignements : <prixpublicpaix.org>.

CULTURE

La nef a 40 ans

Il y a 40 ans, le 5 mars 1976, avait lieu la première représentation de *La nef des sorcières* au Théâtre du Nouveau Monde à Montréal, une pièce qui marquera l'histoire du théâtre québécois par la puissance de la prise de parole féministe qu'elle incarnait. Composée de six monologues écrits par un collectif d'auteurs (Marthe Blackburn, Marie-Claire Blais, Nicole Brossard, Odette Gagnon, Luce Guilbeault, Pol Pelletier et France Théoret) et interprétés avec force par six comédiennes (Françoise Berd, Michèle Craig, Louise Dussault, Luce Guilbeault, Michèle Magny et Pol Pelletier), la pièce traduisait à la fois l'aliénation et le profond désir de libération des femmes. Elle bouscula la société québécoise et suscita la controverse, et ce, même dans nos pages (*Relations*, n° 414, avril 1976), où elle fit l'objet d'une recension qui, force est de l'admettre, ne rend pas justice au comité de rédaction de l'époque!

caine semble se confirmer et les nouvelles orientations économiques – congédiements massifs dans la fonction publique, augmentations de tarifs, dévaluation de la monnaie – sèment des doutes importants concernant la permanence de l'héritage positif, principalement dans les domaines socioéconomique et socioculturel, qu'a laissé la décennie kirchnériste. ©